

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 20 Mai 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PASSENAUD RECYCLAGE**

Allée Perrines  
ZA Plagué  
35500 Vitré

Références : UD35/2025-172  
Code AIOT : 0005501570

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2025 dans l'établissement PASSENAUD RECYCLAGE implanté ALLEE DES PERRINES ZI DE PLAGUE 35500 VITRE. L'inspection a été annoncée le 11/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PASSENAUD RECYCLAGE
- ALLEE DES PERRINES ZI DE PLAGUE 35500 VITRE
- Code AIOT : 0005501570
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement inspecté est un centre de collecte, tri et regroupement de déchets de ferraille, papier, carton, plastique, bois et déchets dangereux, apportés par des particuliers ou des professionnels.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2019, article R. 511-9	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
4	Valeurs limites d'émission des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 23/07/2009, article 4.3.12	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	3 mois
7	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	/	Demande d'action corrective	1 mois
9	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 23/07/2009, article 7.6.2	/	Demande d'action corrective	2 mois
10	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1-I	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
2	Stockage des déchets d'équipements électriques et électroniques	Code de l'environnement du 19/08/2014, article R.543-186	Avec suites, Demande d'action corrective
3	Eaux pluviales non polluées	Arrêté Préfectoral du 23/07/2009, article 4.3.10	Susceptible de suites
5	Surveillance des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 23/07/2009, article 6.2 et 8.2.3	/
6	Dépollution des VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42	Susceptible de suites
8	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 23/07/2009, article 7.3.3	/
11	Exercice incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1-II	Avec suites, Demande d'action corrective

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
12	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 23/07/2009, article 7.6.5	/

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués ne permettent pas, à ce stade, de lever la mise en demeure relative aux rejets aqueux étant donné que les actions engagées par l'exploitant ne sont pas encore totalement finalisées et qu'un léger dépassement des valeurs limites de rejet persiste.

Il convient que l'exploitant démontre l'efficacité, dans la durée, des actions de nettoyage des réseaux réalisées et mette en œuvre un moyen de traitement supplémentaire si cela s'avère nécessaire pour garantir la conformité des rejets.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2019, article R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classification de l'installation contrôlée
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 03/09/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/01/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Annexe 1 : Nomenclature et rubrique des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<b>Constats :</b> <p>Suite à l'évolution de la nomenclature des installations classées, le classement sous les rubriques 2712 et 2713 ne relève plus que du régime Enregistrement.</p> <p>L'activité VHU est en réalité exercée sur une surface maximale de 250m<sup>2</sup> et non 5100m<sup>2</sup> (qui représente la surface totale du site). Le site reste cependant classé sous le régime Autorisation au titre de la rubrique 2718.</p> <p>Le porter à connaissance relatif à l'extension du site à l'Ouest (pour y entreposer les bennes vides et camions) n'a pas encore été transmis à l'Inspection comme prévu en raison du délai nécessaire à la mise à jour du plan des réseaux d'eaux.</p> <p>L'exploitant assure qu'il sera déposé avant la fin du mois de mai 2025 et permettra également d'actualiser la situation administrative du site au regard de l'évolution de la nomenclature ICPE.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>&gt; L'exploitant transmet à l'Inspection sous 1 mois le porter à connaissance relatif aux aménagements réalisés à l'Ouest du site dans le cadre de son extension.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 2 : Stockage des déchets d'équipements électriques et électroniques**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/08/2014, article R.543-186
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des déchets d'équipements électriques et électroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 03/09/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/11/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les déchets d'équipements électriques et électroniques collectés sont entreposés et transportés de manière à assurer des conditions optimales de préparation en vue du réemploi et de la réutilisation, du recyclage et du confinement des substances dangereuses.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'éco-organisme avec lequel l'exploitant a contractualisé pour la gestion des DEEE préconise de mettre à l'isolement les ballons d'eau chaude dès leur réception et de les manipuler avec précaution à l'aide d'un engin de manutention afin d'éviter d'altérer leur enveloppe.</p> <p>L'Inspection constate qu'une benne dédiée aux ballons d'eau chaude a été mise en place sur le site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Eaux pluviales non polluées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2009, article 4.3.10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 22/06/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les eaux pluviales non polluées (eaux de toiture) collectées dans les installations sont rejetées dans le milieu naturel sans traitement préalable, dans les limites autorisées par le présent arrêté.</p>
<b>Constats :</b> <p>Les travaux de séparation ont été réalisés en 2024. Les eaux pluviales de toiture du bâtiment « Hangar de stockage » rejoignent désormais le réseau eaux pluviales communal puis le milieu naturel et non le réseau d'eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées.</p> <p>Le plan des réseaux d'eaux du site a été mis à jour en conséquence.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Valeurs limites d'émission des eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2009, article 4.3.12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 22/06/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 28/06/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Voit tableau VLE
<b>Constats :</b> <p>Des opérations de nettoyage des réseaux et de réaménagement (voir point de contrôle n°3) ont été réalisées en 2023-2024.</p> <p>Les derniers résultats de contrôle des rejets aqueux, datés du 18/12/23, ont été transmis à l'Inspection. Ils relèvent une amélioration notable des rejets même si un dépassement léger en DCO (121mg/l mesuré pour une limite à 120mg/l) en DBO5 (40mg/l mesuré pour une limite à 30mg/l) subsiste. Les résultats pour les autres paramètres (en particulier les MES) sont conformes.</p> <p>Aucun contrôle des rejets aqueux n'a cependant été réalisé en 2024 pour confirmer l'efficacité dans le temps des actions correctives mises en œuvre. L'exploitant justifie cette absence par le départ de la responsable HSE du site et la réorganisation nécessaire du service QSE.</p> <p>Conscient de la difficulté à maintenir des résultats de rejets aqueux conformes et du manque de place sur le site pour améliorer son système de traitement des eaux, l'exploitant annonce être en cours de finalisation d'un dispositif de traitement complémentaire compact (il prend place dans une benne) et qui permet de filtrer les eaux au travers de 3 couches de filtration (sable, zéolites et pouzzolanes). Ce dispositif pourrait être installé sur le site d'ici la fin de l'année, des calculs de débits étant encore nécessaires.</p> <p>D'ici là, il s'engage à procéder à un contrôle des rejets dès que la pluviométrie le permettra et à un suivi trimestriel des paramètres DCO, DBO5 et MES.</p> <p>L'exploitant annonce également avoir fait l'acquisition de kits de prélèvement afin de réaliser lui-même les prélèvements dans les conditions définies par la réglementation.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>&gt; L'exploitant réalise une analyse des rejets aqueux sous un délai maximal de 3 mois et met en œuvre le suivi trimestriel des paramètres DCO, MES et DBO5. Il installe un traitement complémentaire des rejets aqueux si nécessaire d'ici la fin de l'année 2025.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

**N° 5 : Surveillance des émissions sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2009, article 6.2 et 8.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Prescription contrôlée :</b>



**Valeurs limites d'émergence**

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible durant les heures de fonctionnement couverte par la tranche horaire 7h - 22h, hors dimanches et jours fériés.	Émergence admissible pour la période de fonctionnement couverte par la tranche horaire 22h - 7h ainsi que les dimanches et jours fériés.
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

**Niveaux limites de bruit**

PERIODES	PERIODE DE JOUR allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT allant de 22h à 7h (ainsi que les dimanches et jours fériés)
En limite de site	70 dB(A)	/
En zone ZER	45 dB(A)	/

Une mesure de la situation acoustique sera réalisée (...) tous les 3 ans.

**Constats :**

Le dernier contrôle des émissions sonores a été réalisé le 3 juillet 2023. Le rapport de contrôle transmis relève que :

- les niveaux sonores mesurés en limite de propriété sont conformes aux valeurs limites réglementaires : le point L1 situé en limite Est du site est cependant proche du niveau limite fixé (69,5dB(A) pour une limite fixée à 70dB(A).
- les niveaux sonores mesurés en zone à émergence réglementée dépassent la valeur limite définie : 49dB(A) mesurés au niveau de l'habitation située à 160m à l'Est du site et 45,5dB(A) au niveau de l'habitation située à 100m au Nord du site pour une limite fixée à 45dB(A). Le rapport précise cependant que les niveaux sonores, mesurés site à l'arrêt, à ces endroits sont déjà proches ou supérieurs à 45dB(A) en raison du trafic routier local ou des activités des entreprises voisines.
- les niveaux d'émergence calculés (en utilisant l'indice fractile  $L_{50}$ , considérant que la différence entre le  $L_{eq}$  et le  $L_{50}$  est supérieur à 5dB(A) comme le permet l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997) sont conformes aux valeurs limites réglementaires.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Dépollution des VHU**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 42

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 22/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

<p>I. L'opération de dépollution comprend toutes les opérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides antigel, les liquides de freins, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés ;</li> <li>- les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés conformément à l'article 36 du présent arrêté ;</li> <li>- le verre est retiré ;</li> <li>- les composants volumineux en matière plastique sont démontés ;</li> <li>- les composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les airbags ou les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ;</li> <li>- les éléments filtrants contenant des fluides, comme les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés ;</li> <li>- les pneumatiques sont démontés ;</li> <li>- les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules (plomb, mercure, cadmium et chrome) sont retirées telles que les masses d'équilibrage, les convertisseurs catalytiques, des commutateurs au mercure et la/les batterie(s) ;</li> <li>- les pots catalytiques sont retirés.</li> </ul> <p>Certaines pièces peuvent contenir des fluides après démontage si leur réutilisation le rend nécessaire.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à l'inspection de 2023, l'exploitant a justifié par la transmission des BSD, l'élimination des filtres à huile et à carburant par la société CHIMIREC après regroupement sur le site PASSENAUD de Champagné.</p> <p>L'application Trackdéchet identifie en 2024 le regroupement avant élimination de 0,26t de filtres à huile (code déchet 160107*) sur le site PASSENAUD de Champagné, et 0,65t sur le site SOSAREC de Sablé-sur-Sarthe en 2025.</p> <p>L'inspection constate également un bordereau émis le 27/06/24 avec quantité aberrante (1600 t) de batteries au plomb (alors que quantité maximale de batteries autorisée sur site est limitée à 5t). L'exploitant confirme qu'il s'agit d'une saisie erronée et procède à la demande de révision immédiatement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Traçabilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des déchets stockés
<b>Prescription contrôlée :</b>  En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation par différence à partir des bons de pesée établis. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique procéder chaque semaine à un état des stocks sur le site sous format papier. Ce document est conservé sur site et n'est donc pas accessible à tout moment en cas de sinistre sur le site.  Un inventaire est réalisé tous les mois.  L'exploitant précise qu'une armoire incendie va être mise en place à l'entrée du site pour y stocker entre autre les moyens incendies (lances, dévidoir) et les EPI de l'équipe de première intervention. Il propose d'y placer l'état des stocks.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  > L'exploitant met en œuvre sous 1 mois les dispositions nécessaires pour rendre l'état des stocks accessible à tout moment même en cas de sinistre sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2009, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b>  La dernière vérification des installations électriques a été menée par SOCOTEC en novembre 2024. le rapport de contrôle transmis ne relève aucune observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Entretien des moyens d'intervention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2009, article 7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le rapport d'intervention relatif au contrôle des extincteurs réalisé le 28/01/2025 relève 19 extincteurs en bon état et 1 remplacé.  L'exploitant n'est pas en mesure de présenter les résultats du dernier contrôle des poteaux incendie externes en pression et débit.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  > L'exploitant fait réaliser, sous 2 mois, le contrôle des poteaux incendie externes en pression et débit en transmet les résultats à l'Inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1-I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 03/09/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 07/11/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. (...)  Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.  Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</li> <li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li> <li>- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</li> <li>- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li> <li>- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</li> <li>- les plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;</li> <li>- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</li> <li>- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 3 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;</li> <li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement.</li> <li>- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas encore transmis le Plan de défense Incendie mais a présenté ce document à l'Inspection en séance. Celui-ci semble comporter tous les éléments prévus par la réglementation.</p> <p>Il a programmé la réalisation d'un exercice afin de tester la bonne appropriation des procédures par le personnel le 12 mai 2025.</p>

<p>L'exploitant propose de conserver le PDI dans l'armoire incendie qui sera positionnée à l'entrée du site.</p> <p>Il s'engage à transmettre le PDI aux services d'incendie et de secours et à l'Inspection avant la fin mai 2025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>&gt; L'exploitant doit transmettre sous 1 mois le plan de défense incendie aux services d'incendie et de secours et à l'Inspection.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 11 : Exercice incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1-II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 03/09/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 01/01/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>(...) Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. (...)</p>
<b>Constats :</b> <p>Le compte-rendu de l'exercice de mai 2024 a été repris pour y intégrer le bilan de l'exercice avec les points positifs, les axes d'amélioration et les actions à engager.</p> <p>Le bilan de l'exercice de 2024 prévoit ainsi :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la création d'un local de stockage pour le matériel incendie à l'entrée du site [il s'agit de l'armoire incendie qui va être mise en place cet été]</li><li>- la révision de l'affichage du point de rassemblement [le panneau point de rassemblement a été remplacé]</li><li>- de revoir la disponibilité des EPI incendie [l'exploitant envisage de stocker dans l'armoire incendie des gants, masques et vestes pour les équipiers de première intervention du site]</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 12 : Bassin de confinement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2009, article 7.6.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les réseaux d'évacuations des eaux pluviales susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés d'une capacité minimale de 120m <sup>3</sup> . Ce bassin situé en partie basse du terrain est constitué des murs d'enceinte de l'établissement d'une hauteur de 2 mètres sur toute sa partie Est. Il est équipé d'un dispositif d'obturation du réseau aval constitué de boudins étanches permettant d'obturer le collecteur d'évacuation des eaux pluviales avant rejet vers le milieu naturel. Les dispositifs nécessaires à sa mise en service doivent être disponibles en toute circonstance et des consignes relatives à leur utilisation sont établies.
<b>Constats :</b>  Le plan des réseaux d'eau du site de juillet 2023 identifie à proximité de la limite Est du site 2 cuves de 75m <sup>3</sup> chacune, enterrées et en série, positionnées au niveau de la zone de stockage des métaux.  Le confinement des eaux d'extinction incendie nécessite l'arrêt des pompes de relevage par un coup de poing situé à proximité de la station de traitement des eaux.  Les plans présents dans le PDI identifient bien l'emplacement de ces dispositifs de confinement et des modalités de leur mise en œuvre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite